

<https://fakirpresse.info/Les-degoutes-du-droit-d-asile>



Les dégoûtés du droit d'asile

- Le Journal - Décrypter -



Date de mise en ligne : jeudi 1er novembre 2007

Copyright © Journal Fakir - Tous droits réservés

92,2 %. C'est le pourcentage des réfugiés dont le dossier est refusé à l'Ofpra. Parmi eux, une bonne proportion de persécutés dans leurs pays. A qui la France aurait accordé un asile sans chipoter il y a vingt ans. Et qui, pour 400 d'entre eux attendent dans la Somme.

On pourrait démarrer, bien sûr, avec l'histoire du jeune Ivan, tombé du quatrième étage de son immeuble, cet été, à Amiens, tandis que des policiers forçaient la serrure du logement familial. On pourrait poursuivre, dans notre ville toujours, avec les Maroyan, dont le père, saisi de terreur, voyant des uniformes partout, s'est ouvert les veines et fut donné pour mort aux urgences de l'hôpital, vidé de son sang. On pourrait vous émouvoir, encore, avec les Aslanov, chez qui les gendarmes de Roye, farceurs, frappent au carreau en criant « *Gestapo* », paniquant les parents et la gamine. Et on pourrait bien vous les tirer, ces larmes, parce qu'il a fallu, des fois, au cours de nos visites, serrer les poings et les dents de tristesse et de rage.

« *Retournez là-bas* »

Mais commençons par un chiffre.

Un chiffre sec et froid, guère cité, qui ne souffre d'aucune publicité : 92,2 %.

Que représentent ces 92,2 % ?

C'est la part des dossiers rejetés, en 2006, à l'Office Français de Protection des Réfugiés et Apatrides (Ofpra). Plus de neuf demandeurs d'asile sur dix ont essuyé un refus. Ce taux s'élève constamment : il était de 90,2 en 2003, de 90,7 en 2004, de 91,9 en 2005. Chaque année, le record est battu. Avant d'atteindre ces sommets, l'on parlait pourtant de bien bas : en 1981, date tirée au hasard, 21 % seulement des « *cas* » étaient recalés, et la France accueillait plus de 15 000 réfugiés. Contre 2 929 l'an dernier. En 25 ans, on a divisé par cinq le nombre d' « *asiles* » accordés. En bref, des personnes qui, persécutées chez elles, maltraitées, auraient trouvé refuge chez nous sans chipoter, reçoivent désormais des « *OQTF - obligation de quitter le territoire français* » en guise de bienvenue.

Ainsi de Svetlana Baravi. Elle a 15 ans et habite, avec ses parents, dans le super-grand ensemble (et pas super) des Coursives à étouvie : « *Le matin, j'aime bien quand je pars au collège, ça sent bon le ménage. Mais le soir, quand je rentre, ça sent le pipi.* » Elle est arrivée en 2003 de Géorgie : « *Les copains, à l'école, croyaient que je parlais anglais, parce qu'il y a un état qui s'appelle comme ça en Amérique...* » Mais non, elle parle juste le français, le russe, le géorgien. Et un peu le « *yézidi* ». C'est quoi, ce machin ?

Je ne connaissais pas. J'ai regardé sur Wikipédia. En gros, c'est à la fois une religion (un mélange syncrétique) et une nationalité (sans terre à elle). C'est un souci, d'être yézidi. D'abord en Géorgie, en Arménie, en Syrie, en Turquie, en Irak, parce que là-bas, cette mini-minorité se fait traiter d' « *adorateurs de Satan* », d' « *envahisseurs* » et compagnie. Ensuite ici, parce que comme on en ignore tout, même le mot, eh bien l'Ofpra s'en fiche, et les médias s'en fichent, et donc on leur dit : « *Y a pas de problème, retournez là-bas.* »

C'est la difficulté avec les nouveaux demandeurs d'asile. Avant, y avait les méchants communistes en URSS qui enfermaient dans des goulags les gentils opposants, et on comprenait bien. Ou alors, y avait les méchants fascistes en Amérique du Sud qui torturaient dans des geôles les gentils opposants, et là encore on comprenait bien. Et de comprendre, ça nous attendrissait. Mais maintenant, c'est devenu plus compliqué, plus illisible pour nous, avec des histoires de Tchétchénie, de Darfour, de Kurdistan, de Haut-Karabakh. Rajoutez des « yézidis » par là-dessus ! De ne plus comprendre la douleur du monde, ça nous a endurcis.

« *Avant nos ennuis, on allait se construire une piscine.* » Svetlana me montre des photos de chez elle, à Tbilissi, ses gâteaux d'anniversaire, les voyages à la Mer Noire : « *On ne manquait de rien, avec de l'argent qu'on ne savait pas quoi en faire...* » Son père brillait en football, une vedette locale. Du coup, le président - élu sur la vague nationaliste de l'après URSS, qui clamait « *la Géorgie aux Géorgiens* » - lui a demandé de changer son nom. Qu'il s'en choisisse un moins yézidi. « *Pas question, a répondu le père, je suis fier de mes origines.* » Et alors, les problèmes ont commencé. On ne l'a plus convoqué en équipe nationale. On l'a accusé de bagarres, et la police l'a enfermé dans un hôpital. On a testé des produits sur lui, qui lui ont paralysé les jambes. On lui a lacéré le ventre - il soulève sa veste « *Fifa Worldcup Germany 2006* » et d'épaisses cicatrices apparaissent sur son corps. Dans une langue étrangère, l'horreur s'énonce avec peu de mots, sans pathos et sans détail.

Le grand-père a alors corrompu « *le grand médecin* », est reparti avec son fils en cachette. Très vite, la famille Baravi a traversé l'Europe dans un bus, se cachant sous une couverture aux frontières : « *J'étais petite, se souvient Svetlana. J'ai cru qu'on partait en vacances. Ensuite, seulement, j'ai compris qu'on ne reviendrait plus.* » Et après un dossier à l'Ofpra, après un recours, comme 92,2 % des demandeurs, ils ont obtenu une « *Obligation de quitter le territoire français* ». « *Maman était paniquée, et le papier était embrouillé, alors j'ai appelé Paul. Il nous a rassurés.* »

« *Ce n'est pas normal* »

Qui est Paul ? Paul Doublet ?

C'est un « *juste* », comme on dit des rares qui, durant la dernière guerre, ont protégé des juifs - et peut-être que les yézidis, dans la capitale de leur état qui n'existe pas, graveront un jour son nom sur une stèle.

Ce commerçant à la retraite, qui a vendu « *de la bijouterie et un peu de tout* », qui détaille longuement ses maladies (à la tête, dans le dos, un peu partout), lui ne s'interroge pas sur les équilibres géopolitiques, sur les appels d'air, sur les migrations internationales. Non. Il voit qu'on menace les Baravi d'expulsion, père brisé, mère et fille adorables, et il énonce simplement « *ce n'est pas normal* » et les emmène aux réunions du Réseau éducation Sans Frontières. Il voit que Svetlana, si bonne élève, a fait sa rentrée en cinquième sans affaires de classe, et il énonce encore « *ce n'est pas normal* » et va les acheter avec elle, et idem pour les tickets de bus. Il voit une famille, tard le soir, en plein hiver, près de la gare, avec la femme enceinte (« *bobo au ventre* », répète l'homme), et il énonce têtu son « *ce n'est pas normal* », les conduit au Samu social (« *y a plus de place* ») puis aux urgences de l'hôpital. C'est ainsi qu'il a rencontré les Maroyan, ses premiers yézidis.

Aujourd'hui, David Maroyan est accroupi sur le canapé-lit, dans le salon, devant une chaîne russe. Il porte un pansement énorme au bras gauche. C'est lui qui a tenté de se suicider, angoissé, le week-end dernier. « *On n'ose plus sortir même au supermarché, raconte son épouse. Un soir, je suis allée au commissariat pour savoir la pharmacie de garde. Les policiers m'ont gardé longtemps, et j'ai découvert qu'ils ont nos photos.* » Voilà nos ennemis publics, à traquer comme des bandits : des malheureux dont la vie (grand-père racketté puis tué, frère emprisonné, bébé confisqué - « *oh vous, les yézidis, vous faites plein d'enfants !* »), dont la vie s'apparente à un film d'épouvante. On frappe à la porte, et le temps s'arrête, et le silence bourdonne, et les visages se figent, et la peur

envahit la pièce : fausse alerte, juste un voisin qui réclame une cigarette.

- *Ce n'est pas normal, martèle Paul Doublet. David était mécanicien dans son pays, il sait conduire des camions, des engins, mais ici, la seule chose qu'il puisse faire, c'est une dépression. Et si on ne le régularise pas, ça peut se terminer très mal...*

- *C'est-à-dire ?*

- *Eh bien qu'il se jette de son balcon. Parce qu'il l'a dans la tête...*

Suceurs d'allocations

David déprime. Tous dépriment.

Sousanna était cardiologue en Géorgie. Son mari, une star de la langue kurde, chantait devant des salles entières. Paulette plaidait comme avocate au Cameroun. Le père de Aytan était « *businessman* » en Azerbaïdjan. Fatoumatah exerçait comme infirmière au Mali. C'est le « *haut du panier* », comme l'énonce un cadre du social, qui arrive jusqu'ici, des enseignants, des docteurs, qui disposaient de réseaux, d'argent pour fuir. Jusque dans les années 80, la France-pays-des-droits-de-l'homme se serait enorgueillie d'accueillir cette « *aristocratie de l'émigration* ». Maintenant, non : on les regarde comme des envahisseurs, des suceurs d'allocations.

Car de fait, ce sont, objectivement, des « *assistés* » : lorsqu'une place se libère, ils sont hébergés gratuitement en Cada - centre d'accueil des demandeurs d'asile. Et durant l'examen de leur dossier, ils perçoivent une indemnité « *d'insertion* » de 280 Euros par mois. Mais s'ils sont « *assistés* », c'est qu'on les a condamnés à l'assistanat. Par une décision politique, prise en 1991 par la premier ministre socialiste Edith Cresson : cette année-là, on interdit aux demandeurs d'asile de travailler. Alors qu'ils s'intégraient, discrètement, par leurs efforts, par leur désir d'une vie nouvelle, s'appuyant souvent sur leur communauté, ils sont désormais privés de ressources et contraints à l'inactivité. Cette élite étrangère va, dès lors, se confondre avec les marginaux (toxicomanes, alcooliques, SDF), et sera obligée de dormir avec eux dans les foyers sociaux.

Passé encore qu'ils aient abandonné leurs proches, leurs biens, leur statut, et qu'ils soient déclassés jusque terre. Passé aussi que la mère de Svetlana oublie sa piscine à Tbilissi et survive grâce aux colis du « *115* », grâce à des bons d'alimentation de 2 Euros, échangeables dans les supermarchés. En revanche, que David Maroyan, et Ramine Aslanov, et tant d'autres, eux qui ont toujours travaillé, eux qui n'aspirent qu'à travailler, que leur énergie ne trouve pas d'exutoire et s'épuise en ennui, que leur force tranquille vire à l'inquiétude agitée, voilà qui use leurs nerfs jusqu'à la corde.

Ces hommes ont franchi des montagnes et des mers, ont échappé à la mort, ont survécu à leurs bourreaux, sont parvenus jusqu'à Amiens avec leur vitalité, et c'est ici qu'ils vont s'enliser dans des histoires de papiers, de recours gracieux, de tribunal administratif, de rendez-vous chez l'avocat, etc.

C'est un drôle de métier, de décourager.

Car au fond, on le sait. Et les préfets le savent. Et même les ministres le savent : on ne renverra pas les 92,2 % de recalés dans leur pays. On n'expulsera pas les quatre cents à huit cents sans-papiers de la Somme. Mais ils ne seront ni d'ici ni de là-bas : « *Je préfère mourir en France que de repartir en Géorgie* », lance Zetna Maroyan, et son mari l'a prouvé, artère tranchée à l'appui.

Alors, on les garde comme dans un sas, un long purgatoire qui durera deux ans, cinq ans, dix ans. Et tandis qu'ils traversent ce corridor, on leur assène des « *OQTF* », des menaces d'expulsion, des placements en rétention, des passages devant les juges, comme autant de coups à l'esprit. Leur moral en sortira en lambeaux, brisé, leur confiance en miettes. Combien d'entre eux, qui auraient pu nous servir avec leurs compétences, qui auraient pu se reconstruire par leur utilité, dans un restaurant, ou un garage, ou une clinique, combien se traîneront de cachetons en suivi psychologique ?

C'est un drôle de métier, d'organiser ce gâchis.

Le mobile homme

Ça faisait la une du Monde, le jeudi 6 septembre dernier, avec une grosse photo : « *Eurostar Paris-Londres en 2 h 3 min 39 s* ». Et de préciser : « *Le trajet Lille - Saint-Pancras se fera en 1 h 20, et celui entre Bruxelles et Londres en 1 h 51* », soit vingt minutes de gagnées. Et alors, songe-t-on ? En quoi cette nouvelle influe sur nos existences ? Et pourquoi célèbre-t-on, avec un enthousiasme encore pire, la construction de l'A380, ou l'ouverture du TGV-Est comme des miracles ? C'est que la « *mobilité* » est devenue, dans nos sociétés, une valeur cardinale, presque morale. C'est autour de cette « *mobilité* » que se distinguent les classes sociales.

D'abord, l'« *hyperclasse* », les maîtres du monde, et du Monde : eux franchissent l'Atlantique comme on prend le bus, éventuellement dans un jet privé. Avec un appartement à Paris, une résidence en province, un ryad à Marrakech, un chalet à Megève, et des amis à travers le monde, ils sont chez eux partout. En Europe, ils se déplacent entre les grandes métropoles (Lyon, Bruxelles, Strasbourg) à bord de TGV conçus pour eux, aux tarifs deux fois plus élevés que les trains normaux (supprimés). À très grande vitesse, toujours, le temps de ces « *hypermobiles* » est compté, il vaut de l'argent. Sauf lorsqu'ils prennent un mois, ou deux, ou six, de « *retraite spirituelle* » pour traverser le Sahara avec des Touaregs.

Ensuite, nous, la classe moyenne occidentale. Nos passeports nous permettent d'accéder, où l'on veut, quand on veut, aux cinq continents. Nous avons séjourné, éventuellement, à Vienne, ou Dortmund, ou Madrid durant nos études. Nous avons les moyens de partir en vacances avec Ryan Air, avec le Club Méditerranée ou un tour opérateur aventurier, selon nos goûts. Et nous revenons bronzés en septembre, avec plein de photos du Machu Pichu sur notre appareil numérique et des histoires formidables à raconter. Nous accrochons au dessus de nos cheminées des masques africains.

Après, viennent les « *immobiles* ». Les pauvres du Sud, bien sûr, car « *la migration suppose un minimum de ressources matérielles et morales, et l'extrême misère la rend le plus souvent impossible* ». Et chez nous, les ruraux qui « *ne sortent pas de leur trou* », les ouvriers qui sont « *repliés sur eux-mêmes* » : qu'importe les raisons (manque d'argent, été consacré à retaper la maison, non-maîtrise d'une langue étrangère, etc.), ces sentences contiennent comme des jugements. Car c'est un impératif de l'époque : il faut voyager, visiter le Brésil et Dakar, sans quoi ne pas « *s'ouvrir au monde* » reviendrait à ne pas « *s'ouvrir l'esprit* » (un esprit qui devient « *étroit* », « *borné* », « *archaïque* »).

», etc.).

Enfin, l'on trouve les « *condamnés à la mobilité perpétuelle* ». Parmi eux, Natalia et Andreï Demsky, les parents du jeune Ivan, qui ont erré dix années durant entre les anciennes républiques soviétiques, de Tchétchénie en Kabardino-Balkarie, de l'Ukraine à la Géorgie, de l'Ouzbékistan à l'Adjarie. Avant qu'ils n'arrivent en France, à Amiens, espérant y trouver asile. C'était compter sans l'Ofpra, le procureur, le préfet, et leurs auxiliaires : il fallait qu'ils reprennent leur course sans fin, éternellement poursuivis par des uniformes comme Caïn par l'oeil de la malédiction.

(article publié dans Fakir N°34, septembre 2007)